

¹ Cf. ФЗ от 14.10.2014 N 299-ФЗ «Об особенностях применения отдельных положений федеральных законов и иных нормативных правовых актов Российской Федерации, содержащих нормы трудового права, в связи с принятием в Российскую Федерацию Республики Крым [...]» // Собрание законодательства РФ. – 2014. – №42. Ст. 5607.

² Cf. ФЗ от 01.12.14 № 398-ФЗ «Об особенностях пенсионного обеспечения отдельных категорий граждан Российской Федерации, проживающих на территориях Республики Крым [...]» // Собрание законодательства РФ. – 2014. – №49 (4). Ст. 6907; ФЗ от 01.12.14 № 399-ФЗ «Об особенностях правового регулирования отношений, связанных с выплатой пособий по безработице, в связи с принятием в Российскую Федерацию Республики Крым [...]» // Собрание законодательства РФ. – 2014. – №49 (4). Ст. 6908; ФЗ от 22.12.14 № 421-ФЗ «Об особенностях правового регулирования отношений, связанных с предоставлением мер социальной защиты (поддержки), а также выплат по обязательному социальному страхованию отдельным категориям граждан, проживающих на территориях Республики Крым и города федерального значения Севастополя» // Собрание законодательства РФ. – 2014. – №52 (1). Ст. 7532.

I - Le droit du travail

Dans le champ du droit du travail, alors que les années précédentes les transformations ont été importantes et significatives, il y a eu peu de transformation réglementaire au cours de la période d'octobre 2014 à avril 2015. Celles réalisées l'ont été en relation avec le rattachement de la Crimée à la Fédération de Russie¹.

À partir du 1^{er} janvier 2015, seul le droit du travail russe a été appliqué sur le territoire de la Crimée. Si les relations de travail ont été établies dans le cadre de contrats antérieurs au 15 octobre 2014, le droit du travail ukrainien continue de s'appliquer dès lorsqu'il est plus avantageux pour les salariés. Pour autant, les motifs et les procédures de licenciement sont déterminés par le droit russe depuis cette date du 15 octobre 2014.

Les diplômes et les documents émis avant le rattachement de la Crimée à la Russie et autorisant un travail spécifique, comme par exemple port d'arme pour les emplois de sécurité, attestations médicales pour travailler dans l'alimentaire, demeurent valides.

De même, les attestations de respect des règles de sécurité du poste de travail réalisées dans le cadre du droit ukrainien restent également valides pendant les 5 années suivant leur date d'émission. Si ces attestations n'avaient pas été effectuées par les entreprises, ces dernières ont obligation de procéder à une évaluation des conditions de travail selon le droit russe.

II - Le droit de la sécurité sociale

1 - La sécurité sociale en Crimée

En raison des changements géopolitiques en Crimée, désormais rattachée à la Russie, toutes les questions liées à la protection sociale des habitants de Crimée sont dorénavant prises en charge par la Fédération de Russie. Ces dispositifs ont fait l'objet d'actes législatifs².

2 - Le nouveau mode du calcul du montant de la retraite est entré en vigueur

La réforme du droit de la retraite (pension), découlant de lois votées en 2013, est entrée en vigueur en 2015 : le nouveau mode du calcul du montant de la retraite est basé sur un coefficient individuel qui évolue en fonction des années de cotisation et du niveau de salaire.

À partir de 2025, le coefficient doit être au moins égale à 30 pour bénéficier du taux plein du montant de la retraite.

Afin d'y parvenir, une période de transition entre 2015 et 2025 a été instaurée. Durant cette période les conditions seront de plus en plus rigoureuses. Ainsi, pour bénéficier de sa retraite en 2015, le coefficient doit être au moins égal à 6,6. Le coefficient maximum pouvant être crédité en 2015 est de 7,39.

Les personnes ayant déjà bénéficié de la liquidation de leur retraites ne subiront aucune minoration.

À partir de 2023, 15 années de cotisation seront nécessaires pour percevoir une pension de retraite. Durant la période de transition, cette durée de cotisation sera moindre et évolutive pour atteindre le maximum (15 ans) en 2023. En 2015, la durée est de 6 ans.

Les périodes de cotisation intègrent à la fois les périodes de travail, de chômage ou de congé maternité et bien d'autres périodes dont la liste exhaustive s'avère importante.

3 - *Les modifications du système de versement de la retraite*

Le système de versement de la retraite a été modifié par voie de règlement³ pour les citoyens russes établis à l'étranger et pour des citoyens non-russes ayant travaillé et cotisé en Russie puis ayant quitté ce pays.

Les modifications ont entraîné :

- La suppression du versement par avance de 6 mois de la retraite pour les assurés sociaux, russes ou non, quittant le territoire russe.
- La suppression, pour ces mêmes personnes, du versement du montant de la retraite dans des banques domiciliées à l'étranger et dans les devises des pays de résidence.

Depuis l'entrée en vigueur de ces modifications, les versements s'effectuent en Russie, dans des banques russes et dans la monnaie locale, le rouble.

L'ancien système reste encore en vigueur dans le cadre de traités internationaux et pour les assurés sociaux qui en bénéficiaient déjà avant 2015.

4 - *Le programme de cofinancement de la retraite*

Le programme établi en 2008 qui permettait le cofinancement de l'État russe à la retraite de base de 1 rouble pour 1 rouble de cotisation du salarié s'est achevé.

Les salariés qui avaient commencé à cotiser dans le cadre de ce programme avant le 31 janvier 2015 peuvent continuer à en bénéficier pendant 10 ans à partir de leur première cotisation.

5 - *Un nouveau service pour les assurés sociaux*

Un service en ligne est entré en fonctionnement fin 2014 pour les assurés sociaux. Ces derniers peuvent disposer des informations sur leurs statuts actuels. Ils sont en mesure de vérifier leurs coefficients nécessaires pour faire valoir leurs droits à la retraite.

Ils peuvent également contester par ce biais toute erreur concernant le calcul des critères pour leurs droits à la retraite.

Ce dispositif est aussi une pression indirecte exercée à l'encontre des entreprises qui rémunèrent tout ou partie des salariés sans les déclarer, c'est-à-dire « au noir ».

6 - *L'indemnité de chômage*

En Russie, malgré la crise économique et la baisse sensible du pouvoir d'achat, le montant des indemnités de chômage n'a pas été modifié en décembre 2014⁴. Le montant minimum est de 850 roubles (environ 14 euros), le maximum étant de 4 900 rouble (environ 81 euros) pour l'année 2015.

La dégradation de la situation économique de la Fédération de Russie a provoqué des changements parfois brutaux pour réduire le coût du système de retraite. Si ces difficultés perdurent ou s'aggravent, de nouvelles réformes sont prévisibles.

³ Cf. Постановление Правительства РФ от 17.12.14 № 1386 // Собрание законодательства РФ. - 2014. - № 52 (1). Ст. 7774.

⁴ Cf. Постановление Правительства РФ от 17.12.2014 № 1382// Собрание законодательства РФ. - 2014. - № 51. Ст. 7463.

